



N.REF : HG-SLB-PF 2021.785

ARRETE N° 372

*autorisant le maintien en fonctionnement
d'un Etablissement Recevant du Public*

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE LEMPDES

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article 2212-2 ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles R.123-1. à R.123-55, R.152-6 et R.152-7 ;

VU le décret n° 95 260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;

VU l'arrêté du Ministre de l'Intérieur du 25 juin 1980 modifié, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10/640 du 12 mars 2010 relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité et à ses sous-commissions spécialisées ;

CONSIDERANT l'arrêté accordant le PC 063 193 15G0067 en date du 09 décembre 2015

CONSIDERANT l'arrêté n° 9 accordant l'AT 063 193 20G0022 en date du 11 janvier 2021,

CONSIDERANT l'arrêté n° 252 accordant l'AT 063 193 20G0019 en date du 22 septembre 2021,

CONSIDERANT la visite périodique et la visite de réception de la Commission d'arrondissement de sécurité en date du 15 octobre 2021 et l'avis favorable en découlant,

A R R E T E

ARTICLE 1 – L'établissement dénommé « VETAGRO SUP – BATIMENT E COLLOQUE & ESPACE COMMUNS » sis à Marmilhat à Lempdes (63370), classé en type R, L de catégorie 3 relevant de la réglementation des ERP est autorisé à poursuivre son exploitation **jusqu'au 18 avril 2024.**

ARTICLE 2 – Les travaux des Autorisations de Travaux cités dans les considérants sont valablement réceptionnés.

ARTICLE 3 – La poursuite d'exploitation est conditionnée par la réalisation, le cas échéant, après déclaration ou autorisation de travaux, des prescriptions émises par la Commission de Sécurité du 15 octobre 2021 dans les délais fixés ci-dessous :

- Prescriptions anciennes du 18/04/2018 : **jusqu'au 30 juin 2022**
- Prescriptions anciennes du 05/01/2021: **jusqu'au 31 décembre 2022**
- Prescriptions anciennes du 12/08/2021, n° 1 et 2: **jusqu'au 30 mars 2022**

- Prescriptions anciennes du 12/08/2021, n° 3: **jusqu'au 31 décembre 2022**
- Prescriptions nouvelles : **jusqu'au 31 décembre 2022**

ARTICLE 4 – A la réalisation des prescriptions, ou, dans tous les cas, à l'expiration du délai, l'exploitant tient informé le Maire afin qu'il puisse apprécier l'opportunité de solliciter le passage de la Commission de Sécurité.

ARTICLE 5 – L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 6 – Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire, mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences règlementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en est de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

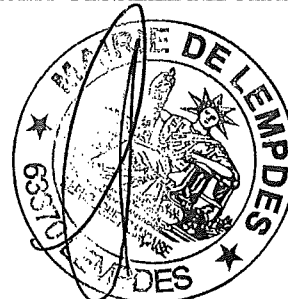
ARTICLE 7 – Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 8 – La Directrice Générale des Services, ainsi que l'exploitant de l'établissement susvisé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.
Une ampliation sera transmise à :

- M ; le Préfet du Puy-de-Dôme
- M. le Commandant Fonctionnel de la Police Nationale de COURNON
- M. le Directeur Départemental du SDIS
- M. le Chef de la Police Municipale de LEMPDES
- Les Services Techniques Municipaux
- VETAGRO SUP – M. BOURGEOIS Frédéric

LEMPDES, le 29 décembre 2021

**LE MAIRE,
Henri GISSELBRECHT**



22 NOV. 2021

N° : 4181

Clermont-Ferrand, le

27 OCT. 2021

**Cabinet du Préfet
Direction des Sécurités
Service Interministériel de Défense
et de Protection Civiles**

Le Préfet du Puy-de-Dôme

Dossier suivi par :
Florence MONTALIEU-FLEURY
Tél : 04 73 98 63 74
pref-erp-clermont@puy-de-dome.gouv.fr

à

Monsieur le Maire
MAIRIE
1, Rue Saint Verny
BP 15
63370 LEMPDES

000665

Objet : Avis de la Commission d'Arrondissement pour la Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de l'arrondissement de Clermont-Ferrand

Réf. : - Articles R*123-27 et R*123-43 R*123-51 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Article L2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

P.J. : Procès-verbal de la CAS du 15/10/2021

La Commission d'Arrondissement pour la Sécurité (CAS) de l'arrondissement de Clermont-Ferrand a procédé à la visite de réception et périodique de l'ERP « **VETAGRO SUP BATIMENT E COLLOQUE & ESPACE COMMUNS** » situé sur votre commune.

La CAS a émis un **avis favorable** à la réception des travaux et à la poursuite d'exploitation de cet ERP.

Conformément à la réglementation en vigueur, je vous adresse le procès-verbal de la CAS, document qui analyse les risques liés à cet ERP et où figurent les prescriptions.

En votre qualité d'autorité de police, il vous appartient de rendre votre décision suite à cet avis.

Votre décision, accompagnée du procès-verbal de la CAS, doivent être notifiés, soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'exploitant ou au Responsable Unique de Sécurité (RUS), en cas de groupement d'exploitation.

Une ampliation de votre décision devra être transmise dans les meilleurs délais soit :

- par voie postale adressée à : Préfecture du Puy-de-Dôme – Cabinet - Direction des Sécurités – Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles – 18 Bd Desaix – 63033 CLERMONT-FERRAND :

- par voie électronique à l'adresse (à privilégier) : pref-erp-clermont@puy-de-dome.gouv.fr .

Le S.I.D.P.C ainsi que le Groupement Réglementation Incendie et Prévention du SDIS, se tiennent à votre disposition pour tout complément d'information.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du Service Interministériel
de Défense et de Protection Civiles,


David BESSON



Pôle ingénierie des risques
Groupement réglementation incendie et prévention
Établissements recevant du public

Réf. : PIR/GRIP/NR/GCA/D-2021-000975

Affaire suivie par :

Commandant RAYMOND Nicolas

☎ : 04.73.98.65.50

☎ : 04-73-98-65-59

✉ : secretariat_S-Com@sdis63.fr

Commission d'arrondissement de sécurité

Code	E19300020-000
Établissement	VETAGRO SUP BATIMENT E COLLOQUE & ESPACE COMMUNS
Classement	(Types R, L de catégorie 3)
Adresse	89 Avenue de l'Europe 63370
Commune	LEMPDES
Ouverture le	
Dernière visite périodique le	18/04/2018 ⇒ AVIS : Favorable
Date et type de visite	15/10/2021, Visite de réception PC 193 15 G 0067, AT 193 20 G 0022, AT 193 21 G 0019 et périodique
Prochaine visite périodique :	18/04/2024
Propriétaire	VETAGRO SUP 89 Avenue de l'Europe - BP 35 Campus Agronomique de Clermont 63370 LEMPDES
Fonctionnaire désigné (R123-16)	M. Frédéric BOURGEOIS VETAGRO SUP 89 Avenue de l'Europe - BP 35 Campus agronomique de Clermont 63370 LEMPDES

Références :

Convocation écrite du : 22/09/2021

Ce document comporte 15 pages

I- ÉLÉMENTS DESCRIPTIFS :

I-1 Historique :

Les dates de construction des bâtiments qui composent cette exploitation ne sont pas connues. Il semble que ces constructions et l'implantation des activités liées à l'enseignement aient été autorisées avec le permis de construire n° 34.261 délivré par le Préfet le 11/03/1968.

Le 16/09/1986, la commission d'arrondissement de sécurité (CAS) effectue une visite de contrôle. Celle-ci a probablement proposée un avis favorable à la poursuite de l'exploitation. L'établissement École Nationale d'Ingénieurs des Travaux Agricoles (ENITA) est classé en type R de la 3^e catégorie.

Le 02/02/1994, la CAS effectue une visite de contrôle périodique. Celle-ci a proposé un avis favorable à la poursuite de l'exploitation malgré de très nombreuses prescriptions mais en demandant une contre visite par un officier préventionniste dans un délai de trois mois.

Par note à l'attention du Directeur de Cabinet de 1994, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours apporte des précisions au Préfet sur les prescriptions émises par la commission de sécurité du 02/02/1994 pour répondre aux observations du Président du Conseil Régional.

La restructuration intérieure du bâtiment Sud (tranche de travaux 2A) et la modification du classement des bâtiments internats se sont faits en 1997 avec la déclaration de travaux de n° DT 193 97 W 0029 accompagnée de la demande de l'exploitant par courrier daté du 23/05/1997 adressée au Préfet, délivrée avec l'avis de la SCD ERP du 31/07/1997. L'établissement INTERNAT est classé en habitation de la 2^e famille.

L'extension du bâtiment internat et la création d'une restauration et de deux salles de sports (2^{ème} tranche) se sont faites en 1997 avec le permis de construire n° PC 193 97 W 0013 délivré avec l'avis de la SCD ERP du 28/08/1997. L'INTERNAT est classé en habitation de la 2^e famille. Les SALLES DE SPORTS sont classées en type X de la 5^e catégorie.

La restructuration intérieure et l'extension de l'ancien bâtiment internat ainsi que les extensions du foyer et de l'amphithéâtre autorisées par le permis de construire modificatif n° PC 193 98 W 0050 avec l'avis de la SCD ERP du 07/01/1999 ont été réceptionnées par la CAS du 11/10/1999. L'établissement ESPACE COLLOQUE est classé en type R avec des aménagements de type L, de la 3^e catégorie, l'établissement ESPACE COMMUN DU FOYER LOGEMENT est classé en type L avec des aménagements de type N de la 4^e catégorie.

Le 19/12/2002, la CAS effectue une visite de contrôle périodique du bâtiment A - ADMINISTRATION ENSEIGNEMENT (E19300020-001), du bâtiment B - CDI INFORMATIQUE (E19300020-002), du bâtiment C - RESTAURATION (E19300020-003) et des bâtiments D et E - COLLOQUES et LOCAUX COMMUNS DU FOYER LOGEMENT (E19300020-004). Celle-ci a proposé un avis favorable à la poursuite de l'exploitation. Les établissements sont classés respectivement en type R, W 3^e, R, S 4^e, N 3^e et R, L 2^e.

La régularisation de la création d'un ascenseur sur l'extérieur pour mise aux normes accessibilité handicapés autorisée par le permis de construire n° PC 193 15 G 0067 après l'avis de la SCD ERP du 19/11/2015 **a fait l'objet d'un sans avis par la CAS du 01/06/2016 et n'a jamais été réceptionnée**. L'établissement reste classé en type R, L de la 3^e catégorie (avec habitation de la 2^e famille).

La dernière visite périodique de contrôle effectuée par la commission d'arrondissement de sécurité date du 18/04/2018. Celle-ci a émis un avis favorable à la poursuite de l'exploitation.

I-2 Description du site VETAGRO SUP

Cet établissement se situe sur le site VETAGRO SUP composé de :

- 3 logements de fonction ;

- Un ERP Bâtiments A, B, C - ADMINISTRATION ENSEIGNEMENT CDI - E19300113-000 ;
- ~~— Un bâtiment C - CDI INFORMATIQUE (E19300108-000) ;~~
- Un ERP bâtiment D - RESTAURATION (E19300114-000) ;
- Un ERP bâtiment E - COLLOQUE LOCAUX COMMUNS (E19300020-000) avec 3 étages de logements étudiants classés habitation de la 2^e famille.

I-3 Description de l'établissement :

Cet établissement occupe partiellement le 1^{er} étage, le rez-de-chaussée et le sous-sol d'un bâtiment R+3-1. Il possèdera une façade accessible (Ouest). La desserte est assurée par une voie engins depuis la voirie interne remise en service via l'Avenue de l'Europe par ailleurs et pour mémoire, concernant le tiers superposé classé en habitation de la 2^e famille, la voie échelle n'est pas exigible).

Il est isolé de tous tiers par éloignement à plus de 8 mètres. Il est isolé des tiers contigus (chambres d'hôtes au centre du bâtiment) et des tiers superposés (foyer logement) par des murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures. La hauteur du plancher bas du dernier niveau accessible au public est inférieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours.

L'établissement, à R + 3 sur sous-sol, est distribué de la façon suivante :

- aux 3 étages : foyer logement comportant 220 studios et chambres de 14 à 28 m², avec une kitchenette au 1^{er} étage de la résidence ;
- au 1^{er} étage espace Darpoux : un amphithéâtre de 232 m² (242 places), la salle Pourrat de 65 m² environ, la salle Vialatte de 62 m² environ ;
- au rez-de-chaussée : un bar de 49 m² avec rangement de 13 m², un foyer de 135 m², une salle club / jeux de société de 25 m², une salle de détente de 33 m², une salle de réunion de 39 m², des sanitaires de 38 m², une salle TV de 49 m², 3 locaux de rangement sport/repro de 9/11/8 m², une salle visio de 22 m², un bureau sport de 19 m², un atelier de 19 m², 7 bureaux / locaux étudiants de 19 à 23 m², une kitchenette de 19 m², un local machines à laver de 19 m² environ, une salle de gymnase de 125 m², des vestiaires/sanitaires de 32 m², un local vélos de 19 m² et une salle de muscu de 59 m², un logement de fonction de 60 m² + rangement et commun de 30 m², 4 chambres d'hôtes ;
- au rez-de-chaussée espace Darpoux : un hall de 65 m², des sanitaires et un local technique ;
- au sous-sol : vides sanitaires, local chaufferie d'environ 200 m².

Le bâtiment est constitué d'une structure stable au feu de degré 1 heure pour ce qui concerne les éléments principaux (porteurs verticaux en béton armé). Les planchers sont coupe-feu de degré 1 heure. La charpente de l'amphithéâtre Darpoux est métallique non stable au feu et non visible, en application de l'article CO13§3 (détection automatique incendie dans les pléniums).

Nota : il est prévu la mise en place de colliers coupe-feu de degré ½ heure sur les réseaux de diamètre supérieur à 85 mm à la traversée de la dalle entre l'établissement au RDC et le foyer-logement au R+1 ; en cas d'impossibilité technique, un encoffrement coupe-feu de degré 1 heure sera réalisé autour des réseaux.

La distribution intérieure est un cloisonnement traditionnel coupe-feu de degré 1 heure pour les parois entre les locaux et les dégagements accessibles au public, les blocs-portes sont pare-flammes de degré ½ heure. Les parois entre les locaux accessibles au public et les locaux non accessibles au public à risques courants semblent pare-flammes de degré ½ heure. Les circulations sont recoupées tous les 25 à 30 mètres par des parois et blocs-portes qui semblent pare-flammes de degré ½ heure. Les escaliers sont encloués, les parois sont coupe-feu de degré 1 heure, les blocs-portes pare-flammes de degré ½ heure.

Le local considéré à risques importants d'incendie est la chaufferie. Ce local **devra être isolé** par des murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures et par des blocs-portes coupe-feu de degré 1 heure équipés de ferme-portes (**voir RVRAT**).

Les locaux considérés à risques moyens d'incendie sont les rangements, le local repro, l'atelier, le local machines à laver et le TGBT. Ces locaux **sont isolés** par des murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure et par des blocs-portes coupe-feu de degré ½ heure équipés de ferme-portes.

Les dégagements pour l'évacuation des personnes sont détaillés de la façon suivante :

DESIGNATION DU NIVEAU	Public	Personnel	Cumul	Dégagements Exigibles	Dégagements Réalisés	OBSERVATIONS
R+1 – salle Pourrat			65	2 dégagements totalisant 2 UP	2 dégagements totalisant 3 UP	
R+1 – salle Vialatte			62	2 dégagements totalisant 2 UP	2 dégagements totalisant 3 UP	
R+1 – amphi Darpoux			80	2 dégagements totalisant 2 UP	3 dégagements totalisant 6 UP	Sur la base des 1/3 de l'effectif total de l'amphithéâtre
TOTAL R+1			208	2 dégagements totalisant 4 UP	3 dégagements totalisant 4 UP	Nota 1
RDC – amphi Darpoux			162	2 dégagements totalisant 3 UP	3 dégagements totalisant 6 UP	Sur la base des 2/3 de l'effectif total de l'amphithéâtre
RDC – hall Darpoux					2 dégagements totalisant 5 UP	
TOTAL RDC – espaces Darpoux			362	2 dégagements totalisant 5 UP	4 dégagements totalisant 9 UP	Nota 2
TOTAL RDC – locaux d'activités			300	2 dégagements totalisant 4 UP	4 dégagements totalisant 11 UP	Nota 3
Sous-sol – salles de sport			30	Un dégt d'1 UP + 1 dégt accessoire	1 dégagement de 2 UP	Nota 4 - prescription

Nota 1 : l'escalier extérieur d'1 UP de la salle Pourrat ne compte qu'en UP en application de l'article CO36§3.

Nota 2 : cette ligne correspond à l'utilisation des espaces Darpoux par des personnes extérieures, dans le cadre d'une mise à disposition conventionnée par exemple. Le total des dégagements comprend les 2 dégagements totalisant 5 UP du hall et les 2 dégagements totalisant 4 UP de l'amphithéâtre.

Nota 3 : le dégagement d'1 UP situé au niveau du bar vers les escaliers métalliques ne compte qu'en UP en application de l'article CO36§3. Le dégagement d'1 UP qui « traverse » le rangement du bar ne compte pas. Le dégagement de 2 UP de la salle détente est compté car la salle est ouverte sur le foyer. Il n'y a pas de cul-de-sac au niveau des bureaux côté salle visio car 2 bureaux sont réunis. Tous les locaux possèdent un nombre adapté de dégagements en fonction du nombre de personnes à évacuer.

Nota 4 : il manque un second dégagement sauf erreur sur le plan de niveau.

DESIGNATION DU NIVEAU	Public	Personnel	Cumul	Dégagements Exigibles	Dégagements Réalisés	OBSERVATIONS
RDC foyer / bar en configuration festive			692	3 dégagements totalisant 7 UP	3 dégagements totalisant 7 UP	Nota 5

Nota 5 : cette configuration d'évacuation est adaptée aux soirées étudiantes (voir rapport de la visite périodique du 18/04/2018). Les dégagements sont conformes et reprennent les particularités décrites dans le nota 3 (article CO36§3, dégagement de 2 UP de la salle détente).

Cet établissement possède un ascenseur destiné à l'accessibilité du 1^{er} étage pour les personnes en situation de handicap. La solution retenue pour l'évacuation différée du public en situation de handicap, qui se trouve dans l'incapacité de pouvoir évacuer ou être évacué rapidement, est la suivante :

- création d'un espace d'attente sécurisé au 1^{er} étage (salle de cours). Ce local est isolé par des murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure (1/2 heure exigible) et par des blocs-portes coupe-feu de degré 1/2 heure.
- **L'évacuation rapide du public en situation de handicap s'effectue avec un nombre adapté de sorties praticables de plain-pied au rez-de-chaussée et au sous-sol.**

Cet établissement possède les équipements techniques suivants :

- un désenfumage naturel de la cage d'escaliers Darpoux au moyen d'un exutoire de fumée de 1 m² de surface géométrique en partie haute. Leur ouverture est uniquement par commande manuelle située au niveau d'accès des secours ;
- un désenfumage naturel des 2 salles de sport (locaux aveugles dont un possède une surface supérieure à 100 m²) au moyen d'ouvrants en façade. Leur ouverture est effectuée par commandes manuelles placées près de l'accès principal des volumes concernés et du CMI situé dans un volume protégé ;
- une installation de chauffage par radiateurs à circulations d'eau chaude alimentés par une chaufferie au gaz d'une puissance nominale de 1774 kW ;
- une installation de gaz destinée à l'alimentation de la chaufferie ;
- un dispositif de mise hors tension générale de l'installation électrique à l'exception des alimentations normales des installations de sécurité (éclairage de sécurité, SSI, moyens d'alerte), inaccessible au public et facile à atteindre par les services de secours situé à l'entrée (ainsi qu'un dispositif permettant la coupure de l'ensemble du site et un autre permettant la coupure du foyer logement) ;
- un éclairage de sécurité assurant la fonction d'anti-panique au moyen de blocs d'éclairage autonomes ;
- un ascenseur destiné à l'accessibilité des étages pour les personnes en situation de handicap,
- des appareils de cuisson et/ou de remise en température destinés à la restauration, de puissance utile totale inférieure à 20 kW (kitchenette) ;
- un système de sécurité incendie de catégorie A, un équipement d'alarme générale de type 1 **avec temporisation de 3 minutes** (supprimé lors de la visite) comprenant des déclencheurs manuels, des diffuseurs sonores, des diffuseurs lumineux dans les sanitaires, des détecteurs automatiques d'incendie dans l'ensemble de l'établissement à l'exception des escaliers et sanitaires y compris dans les volumes entre le plafond suspendu et la structure de la toiture côté Darpoux (11 ZDA). Par ailleurs, le déclenchement de l'alarme générale entraîne le déverrouillage des issues de secours, l'arrêt programme en cours, la remise en lumière et la diffusion d'un message préenregistré dans l'amphithéâtre ainsi que la coupure sono au foyer. Il existera 2 zones de compartimentage (ZC1 = espaces Darpoux, ZC2 = espaces communs). La surveillance est assurée par un tableau de report à l'accueil du bâtiment central + renvoi sur les GSM du personnel d'astreinte (nota : il existe une contradiction entre la page 21 du CCF SSI qui parle de 2 zones d'alarme alors que la page 22 n'en retient qu'une) ;
- un téléphone urbain permettant l'alerte des sapeurs-pompiers ;
- des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres et des extincteurs appropriés aux risques particuliers.

La défense extérieure contre l'incendie est assurée par 4 Points d'Eau d'Incendie (PEI), assurant un débit global minimal de 115 m³/h pendant deux heures : un poteau d'incendie et une bouche d'incendie a priori normalisés et situés à l'intérieur du site (en cours de mesure), 2 PEI normalisés situés sur la voie publique D766 au rond-point à l'entrée principale, et rue Aimé Rudel (la valeur de 115 m³/h est celle qui est mesurée par Chubb sur les PEI propres au site).

La surveillance organisée par le chef d'établissement est assurée par des personnes désignées et entraînées à la mise en œuvre des moyens de secours d'après la dernière visite périodique de sécurité.

II- TEXTES APPLICABLES À L'ÉTABLISSEMENT :

↳ Arrêté du 23 mars 1965 portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (**pour les parties de l'établissement qui n'auraient jamais fait l'objet de travaux depuis leur création**).

↳ Code de la construction et de l'habitation traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Articles R.123-1 à R.123-55, R.152-6 et R.152-7).

↳ Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Deuxième partie - Livre premier, articles GN).

↳ Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Deuxième partie - Livre II - Dispositions Générales, articles GE1 à MS75).

↳ Arrêté du 5 février 2007 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les salles à usage d'auditions, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usages multiples (Dispositions Particulières - Type L).

↳ Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements d'enseignement et colonies de vacances (Dispositions Particulières - Type R).

↳ Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements sportifs couverts (Dispositions Particulières - Type X).

Par ailleurs, les locaux réservés au personnel sont assujettis aux dispositions du Code du Travail, et plus particulièrement à sa Quatrième Partie, « santé et sécurité au travail », livre II, titre 1er « Obligation du maître d'ouvrage pour la conception des lieux de travail » et titre II « Obligation de l'employeur pour l'utilisation des lieux de travail ».

III- DÉTERMINATION DE L'EFFECTIF :

L'effectif des personnes susceptibles d'être admis simultanément est déterminé, d'une part, en application des articles L3 et X2, de la façon suivante :

CONFIGURATION UTILISATION EXTERIEURE DES ESPACES D'ARPOUX	Surface accessible au public	Mode de calcul	EFFECTIF
R+1 – Salle Pourrat	64,54 m ²	1 pers / m ² (L3d)	65 personnes
R+1 – Salle Vialatte	61,86 m ²	1 pers / m ² (L3d)	62 personnes
R+1 / RDC Amphithéâtre Darpoux	242 places	1 pers / siège (L3a)	242 personnes

CONFIGURATION UTILISATION EXTERIEURE DES ESPACES DARPOUX	Surface accessible au public	Mode de calcul	EFFECTIF
RDC – locaux d'activités	300 m ²	1 pers / m ² (L3d)	300 personnes
R-1 – salles de sport	240 m ²	1 pers / 8 m ² (X2a)	30 personnes
TOTAL			699 personnes

Nota : l'activité de type L est retenue dans l'hypothèse où les Espaces Darpoux sont mis à disposition de personnes extérieures à l'établissement. Pour les locaux d'activités du rez-de-chaussée, la notice de sécurité les déclare comme des activités de type L (foyer, bar, détente...) à une personne par m². Cependant, dans le cas de festivités étudiantes, cette partie spécifique de l'établissement devrait être assujettie au mode de calcul suivant :

CONFIGURATION SOIREE ETUDIANTE	Surface accessible au public	Mode de calcul	EFFECTIF
RDC – foyer + bar + détente	217,8 m ²	3 pers / m ² (L3a)	654 personnes
TOTAL			654 personnes

Pour mémoire, l'effectif complet de VETAGRO SUP est de 538 personnes (372 étudiants + 166 personnels). Le hall Darpoux n'a pas d'effectif, aucun cumul ne peut se faire entre l'ensemble « salles + l'amphithéâtre » et le hall.

L'effectif des personnes susceptibles d'être admis simultanément est déterminé, d'autre part, en application de l'article R2, selon la déclaration du chef d'établissement à :

EXPLOITATION	Effectif du public	Effectif du personnel	Total
R+1 – Espaces Darpoux			242 personnes
RDC – Espaces Darpoux + bureaux + salles de réunion			120 personnes
TOTAL			362 personnes

En conclusion, l'effectif retenu est celui le plus important (simultanéité de l'utilisation des Espaces Darpoux par des personnes extérieures + présence des étudiants dans la partie commune), soit 699 personnes, conformément au premier tableau.

IV- CLASSEMENT :

Cet établissement isolé, est classé en type **R** avec des aménagements du type **L** et **X** de catégorie **3** en application des articles R.123-18, R.123-19, GN1, GN5, L1, L3, R1, R2, X1, X2.

V- DOCUMENTS CONSULTÉS :

↳ Concernant la solidité de l'ouvrage pour la réception de travaux (décret du 8 mars 1995 modifié) :

Attestations	Date	Nom	Observations
Attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et	11/01/21	M BOURGEOIS Frédéric	PC19315G0067 AT19321G0019

Attestations	Date	Nom	Observations
vérifications techniques relatifs à la solidité			
Attestation du contrôleur technique agréé, complétée des conclusions attestant la solidité de l'ouvrage	27/05/16 13/10/21	Alpes Contrôles SOCOTEC	PC19315G0067 AT19321G0019 : non

↳ Concernant les vérifications techniques et consignes devant renseigner le registre de sécurité pour la réception de travaux (art. R123-51 et GE3) :

Nature	Date du contrôle	Organisme Agréé ou Technicien Compétent	Observations
Rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT) (GE9)	6/7/16 13/10/21	Alpes Contrôles SOCOTEC	PC19315G0067 AT19321G0019 : oui
Procès-verbal détaillé de réception du SSI (NFS61-932)	8/10/21	Distec Ingénierie	oui
Rapport de vérification de la défense externe contre l'incendie (Arrêté préfectoral RDDECI du SDIS63)	20/11/20	Chubb	BI 42m3/h PI 81m3/h

Nature	Observations
Consignes établies en cas d'incendie y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types d'handicap (GE3)	Présence de consignes – Module sécurité réalisé lors de la journée accueil des étudiants Nota : concernant la partie habitation (logements des étudiants) des consignes doivent être données en prenant en compte la réglementation habitation et non ERP. En effet, l'évacuation générale d'un bâtiment d'habitation n'est pas la règle en cas d'incendie.
L'état du personnel chargé du service de sécurité (MS45, MS48)	8 personnes formées au SSI le 6/10/21
Exercice d'évacuation : (MS51, MS67, R4227-39)	15/01/20

↳ L'exploitant déclare ne pas avoir réalisé de remplacement d'installation, d'aménagement ou d'agrandissement¹ ni de changement des conditions d'exploitation (activité ou effectif) nécessitant une demande d'autorisation de travaux au titre du CCH.

¹ sont exclus les travaux d'entretien, les travaux de réparation courante ou ceux de la remise en état d'un élément existant de construction ou d'équipement

↳ Concernant les vérifications techniques et consignes devant renseigner le registre de sécurité pour le contrôle périodique (art. R123-51, GE3 et MS48) :

Nature	Date du contrôle	Organisme Agréé ou Technicien Compétent	Observations
Désenfumage : annuelle par un technicien compétent	20/11/20	CHUBB	RAS

Nature	Date du contrôle	Organisme Agréé ou Technicien Compétent	Observations
Chauffage, ventilation, climatisation : annuelle par un technicien compétent	24/03/21 21/03/21	VERITAS IDEX	RAS /
Gaz : annuelle par un technicien compétent	24/03/2021	VERITAS	RAS
Installations électriques : annuelle par un technicien compétent	12/04/21	VERITAS	ERP : 1 observation ERT : 4 observations
Ascenseurs : Quinquennale par OA selon contrat par un technicien compétent	29/03/21 10 x / an	VERITAS OTIS	2 observations RAS
SSI A : Triennale par OA Annuelle par un technicien compétent (contrat)	27/07/2016 8/10/21	DEKRA CHUBB	7 obs dont 6 levées (1 administratif) RAS
Extincteurs : annuelle par un technicien compétent	28/09/2017	CHUBB	RAS

VI- ESSAIS REALISES AU COURS DE LA VISITE :

Equipements	Localisation	Fonctionnement	Observations
Désenfumage d'escalier ↳ ouverture depuis une commande située au niveau bas de la cage	Amphi Darpoux	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	RAS
Désenfumage des locaux ↳ ouverture depuis CMSI	Salle de musculation	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	RAS
Coupure d'urgence de l'installation électrique ↳ maintien de l'alimentation normale des installations de sécurité	Entrée	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	RAS
Éclairage de sécurité ↳ d'évacuation ↳ d'ambiance		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	RAS RAS
Système de sécurité incendie ↳ Détection automatique ↳ Alarme ↳ Coupure sono	Réserve ski	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	RAS RAS RAS
Moyen d'alerte ↳ téléphone urbain		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Non secouru
Interphones EAS		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Absence de personnel à l'accueil initié au fonctionnement de l'interphone et sensibiliser à son enjeu (voir prescriptions).

VII- PRESCRIPTIONS :

ARTICLE	PRESCRIPTIONS PERMANENTES
R123.43 R123.44 GE6 à GE10 DF10 CH39, CH58 GZ30 EL19 AS9 MS68 MS73	<p><u>Vérification des installations techniques et des moyens de secours :</u></p> <p>Faire procéder périodiquement en cours d'exploitation, aux opérations d'entretien et de vérification réglementaires des installations et équipements techniques, selon les dispositions du règlement de sécurité.</p> <p>Les organismes agréés (OA) devront établir un rapport conformément aux dispositions de l'article GE9 (rapport de vérification réglementaire après travaux, rapport de vérification réglementaire en exploitation, rapport de vérification réglementaire sur mise en demeure), lorsque leur intervention est prévue.</p> <p>Les techniciens compétents devront établir un rapport faisant apparaître, l'objet de la vérification avec le rappel de l'article réglementaire (voir ci-dessous), l'état de bon fonctionnement et d'entretien de l'installation, les éventuelles observations, le cachet de l'entreprise, la date, le nom et la signature du vérificateur.</p> <p>Rappel des périodicités :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ désenfumage : annuelle par un technicien compétent ; ➤ désenfumage mécanique associé à un SSI A ou B : triennale par OA, annuelle par un technicien compétent ; ➤ chauffage, ventilation : annuelle par un technicien compétent ; ➤ gaz : annuelle par un technicien compétent ; ➤ installations électriques : annuelle par un technicien compétent ; ➤ ascenseurs : quinquennale par OA, selon contrat par un technicien compétent ; ➤ SSI A : triennale par OA, annuelle par un technicien compétent (contrat) ; ➤ extincteurs : annuelle par un technicien compétent. <p>Reporter, sur le registre de sécurité, les dates des divers contrôles. Les éventuelles levées d'observation devront faire référence au rapport de vérification et aux numéros d'observation. Elles devront également faire apparaître le cachet de l'entreprise, la date, le nom et la signature du technicien ayant effectué les travaux.</p>
L111-8 R111.19.13 R111.19.14 R111.19.17 R123.22 GE2§1	<p>Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification de l'établissement ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité à la réglementation (Cerfa n°13824). Il en est de même en ce qui concerne les modifications d'exploitation, d'effectifs et ce même sans travaux.</p> <p>Cette autorisation ne peut être délivrée que si les travaux projetés sont conformes aux règles de sécurité.</p> <p>Le dossier permettant de vérifier la conformité d'un établissement recevant le public avec les règles de sécurité tel que prévu à l'article R. 123-22 du code de la construction et de l'habitation doit contenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'imprimé Cerfa n°13824 prévu pour demande d'autorisation de construire, aménager ou modifier un établissement recevant du public, déposée au titre de l'article L. 111-8 du code de la construction et de l'habitation (CCH), et dès-lors qu'elle ne fait pas l'objet par ailleurs d'une demande de permis de construire ou d'aménager au titre du code de l'urbanisme ; <p>ou</p> <p>L'imprimé Cerfa n°13409 de la demande de permis complété par le Cerfa relatif au dossier spécifique permettant de vérifier la conformité des établissements recevant du public aux règles de sécurité contre l'incendie et la panique ;</p>

ARTICLE	PRESCRIPTIONS PERMANENTES
	<ul style="list-style-type: none"> - Une notice récapitulant les dispositions prises pour satisfaire aux mesures prévues par le règlement de sécurité ; - Un plan de situation, des plans de masse et de façades des constructions projetées faisant ressortir, d'une part, les conditions d'accessibilité des engins de secours, et plus particulièrement les largeurs des voies et les emplacements des baies d'intervention pompiers, et, d'autre part, la présence de tout bâtiment ou local occupé par des tiers ; - Afin de vérifier des points particuliers concernant le règlement de sécurité, des plans de coupe et des plans de niveaux, ainsi qu'éventuellement ceux des planchers intermédiaires aménagés dans la hauteur comprise entre deux niveaux ou entre le dernier plancher et la toiture du bâtiment ; - Lorsque le projet nécessite une demande de dérogation au présent règlement, le dossier doit comporter pour chaque point dérogatoire une fiche indiquant notamment les règles auxquelles il est demandé de déroger (références articles et libellé du point de la règle concernée), les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans) et la justification des demandes (motivation et mesures compensatoires proposées). <p>En application du second principe de l'article GN 8, le dossier de sécurité devra également présenter la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap.</p> <p>Compte tenu des délais d'instruction prévus par le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation, <u>les dossiers doivent être déposés en mairie au moins 5 mois avant le début des travaux envisagés.</u></p>
CO1, CO2§4 Arrêté Préfectoral portant Règlement Opérationnel des S.I.S. 63	<p>Garantir en permanence la desserte des bâtiments y compris en saison hivernale. A cet effet, les bornes escamotables, barrières à chaîne, potelets et barrières éventuels doivent pouvoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Être rétractables, rabattables ou déplaçables par simple poussée ou traction, être escamotables, à fermeture par cadenas sécable, être d'un poids inférieur à 15 Kg pour les appareils portables ; • Être déverrouillables à l'aide de triangle de manœuvre (triangle de manœuvre de 11 mm) ; • Être débrayables lorsqu'ils sont motorisés. <p>Aucun dispositif de type clé, passe, télécommande ou autre moyen non-conforme aux points ci-dessus n'est accepté par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Puy-de-Dôme. En cas d'installation d'un dispositif de contrôle des accès, le propriétaire ou l'exploitant, devant permettre l'accès des secours sans délai, peut interroger le groupement de mise en œuvre opérationnelle du SDIS afin de connaître la validité de son dispositif.</p> <p>Nota : le portail d'accès au secours ne doit pas être fermé par un antivol de motocyclette.</p>
R33	Effectuer des exercices pratiques d'évacuation ayant pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'évacuation. Ces exercices doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité.

ARTICLE	PRESCRIPTIONS PERMANENTES
	Prendre connaissance des guides disponibles en téléchargement sur le site http://ons.education.gouv.fr
MS45 MS46 MS57 MS66	Assurer la surveillance de l'établissement pendant la présence du public par : <ul style="list-style-type: none"> ➤ des personnes désignées et entraînées à la manœuvre des moyens de secours. <p>Ces personnes doivent assurer la sécurité générale dans l'établissement et ont notamment pour mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) De connaître et de faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap ; b) De prendre éventuellement, sous l'autorité de l'exploitant, les premières mesures de sécurité ; c) D'assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique ; d) De diriger les secours en attendant l'arrivée des sapeurs-pompiers, puis de se mettre à la disposition du chef de détachement d'intervention des sapeurs-pompiers ; e) De veiller au bon fonctionnement du matériel et des équipements de protection contre l'incendie, d'en effectuer ou de faire effectuer les essais et l'entretien (moyens de secours du présent chapitre, dispositif de fermeture des portes, de désenfumage, d'éclairage de sécurité, groupes moteurs thermiques-générateurs, etc.) ; f) D'organiser des rondes pour prévenir et détecter les risques d'incendie et de panique, y compris dans les locaux non occupés.
MS52	Pendant la présence du public, l'exploitant ou son représentant doit se trouver dans l'établissement pour décider des éventuelles premières mesures de sécurité. Lorsque les conditions d'exploitation le justifient, il peut être admis que l'exploitant ou son représentant ne soit pas en permanence dans l'établissement sous réserve : <ul style="list-style-type: none"> ➤ d'être joignable en permanence et en mesure de rejoindre l'établissement dans les délais les plus courts ; ➤ que des consignes claires soient données au service de sécurité incendie présent sur le site.

ARTICLE	PRESCRIPTIONS ANCIENNES MAINTENUES
	<u>Visite périodique du 18/04/2018</u>
MS 70	1. Doter l'établissement d'un moyen d'alerte destiné à l'alerte des services de secours et pouvant fonctionner en l'absence de la source normale de l'alimentation électrique et accessible en permanence.
	<u>S/C ERP-IGH du 05/01/2021</u> <u>AT 193 20 G 0022</u>
CO28§1	1. Isoler la chaufferie conformément à l'article ci-contre. Faire apparaître clairement la conformité de celle-ci dans le RVRAT. Nota 2021 : voir RVRAT
CO38	2. Créer une seconde issue de secours d'une UP au niveau des salles de sport, compte tenu du fait que l'effectif est supérieur à 19 personnes. Dans l'attente, limiter à 19 personnes l'effectif de l'ensemble des salles de sport.

ARTICLE	PRESCRIPTIONS ANCIENNES MAINTENUES
CO42 CO59f	3. Baliser et identifier l'espace d'attente sécurisé de manière à ce que les personnes en situation de handicap puissent les rejoindre, et les secours y accéder facilement. Utiliser les pictogrammes prévus à la norme FDX-08-040-3.
CO54 CO55	4. Rendre conforme aux articles ci-contre l'escalier extérieur créé depuis la salle Vialatte, en l'absence de toute précision dans la notice de sécurité. Faire ressortir clairement la conformité de cet escalier dans le RVRAT.
	<u>S/C ERP-IGH du 12/08/2021</u> <u>AT 193 21 G 0019</u>
CO59	1. Rendre conforme à l'article ci-contre les EAS, et notamment la présence : <ul style="list-style-type: none"> - d'un ouvrant en façade à commande accessible à la personne qui s'est placée dans l'espace, - d'un éclairage de sécurité conforme à l'article EC10, - d'un extincteur à eau pulvérisé, - de consignes bien visibles conformes aux prescriptions des textes relatifs à l'accessibilité.
CO 41	2. L'issue de secours de la salle Vialatte sera équipée d'un ferme-porte et sera déverrouillée en présence du public.
MS45 MS46§2 MS57 MS66	<p>3. Assurer la surveillance de l'établissement pendant la présence du public par des personnes désignées et entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>Ces personnes doivent assurer la sécurité générale dans l'établissement et ont notamment pour mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) De connaître et de faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap ; b) De prendre éventuellement, sous l'autorité de l'exploitant, les premières mesures de sécurité ; c) D'assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique ; d) De diriger les secours en attendant l'arrivée des sapeurs-pompiers, puis de se mettre à la disposition du chef de détachement d'intervention des sapeurs-pompiers ; e) De veiller au bon fonctionnement du matériel et des équipements de protection contre l'incendie, d'en effectuer ou de faire effectuer les essais et l'entretien (moyens de secours du présent chapitre, dispositif de fermeture des portes, de désenfumage, d'éclairage de sécurité, groupes moteurs thermiques-générateurs, etc.) ; f) D'organiser des rondes pour prévenir et détecter les risques d'incendie et de panique, y compris dans les locaux non occupés. <p>Pendant la présence du public, l'exploitant ou son représentant doit se trouver dans l'établissement pour décider des éventuelles premières mesures de sécurité.</p> <p><u>Nota : la temporisation de 3 minutes sur le SSI nécessite une surveillance constante de ce dernier, notamment des éventuels dérangements qui pourraient survenir même en dehors des heures habituelles d'exploitation (dans le cas de mise à disposition extérieure de l'espace Darpoux par exemple). Par conséquent, il conviendra :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>De rédiger une procédure claire concernant la surveillance du SSI, portée à connaissance des personnels désignés et formés ;</u>

ARTICLE	PRESCRIPTIONS ANCIENNES MAINTENUES
	- <u>D'adapter cette surveillance en ajoutant, si nécessaire, des tableaux répétiteurs afin d'assurer l'objectif assigné.</u>

ARTICLE	PRESCRIPTIONS NOUVELLES
GE9 R123.43	1. Effectuer les travaux afin de remédier aux observations notées sur les rapports de vérifications : <ul style="list-style-type: none"> ➤ RVRAT de l'organisme agréé ; ➤ du SSI, procès-verbal de réception du coordonnateur ; ➤ des installations électriques ; ➤ des ascenseurs ; ➤ du SSI. <p>Annexer les justificatifs à chaque rapport (levée d'observation).</p>
GN8	2. Instruire et sensibiliser le personnel de l'accueil aux conduites à tenir en cas d'appel depuis l'interphone de l'EAS, les responsabiliser sur les conduites à tenir en cas d'évacuation différée du public.
CO 45	3. Remettre en état le bouton moleté de l'issue de secours Est en rdc. Remettre en état la porte de l'issue sud de l'amphithéâtre difficilement ouvrable
CO27 CO28	4. Supprimer le stockage sous l'escalier extérieur (barbecue, encombrants...) au niveau de la façade sud de l'amphithéâtre.
MS 5	5. Réaliser une maintenance sur la bouche d'incendie afin de la rendre hors gel (présence d'eau dans la douille – purge vraisemblablement obstruée).
CO24 CO28	6. Obturer par un matériau coupe-feu les trous dans les planchers du local régie sud de l'amphithéâtre.

CODE : E19300020-000
ÉTABLISSEMENT : VETAGRO SUP BATIMENT E COLLOQUE & ESPACE COMMUNS
ADRESSE : 89 Avenue de l'Europe 63370
COMMUNE : LEMPDES
Affaire suivie par : Commandant RAYMOND Nicolas
VISITE de la : CAS CLERMONT-FERRAND
DATE : 15/10/2021

VIII - AVIS DE LA CAS CLERMONT-FERRAND :

En application des dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité dans les établissements recevant du public, la commission émet un avis :

- ☒ **Favorable** à la poursuite d'exploitation de l'établissement.
- ☒ **Favorable** à la réception des travaux (PC n° 193 15 G 0067).
- ☒ **Favorable** à la réception des travaux (AT n° 193 20 G 0022).
- ☒ **Favorable** à la réception des travaux (AT n° 193 21 G 0019).

Rappel des obligations du maire :

- 1) Dans le cadre de son autorité de police, le maire de la commune doit notifier à l'exploitant ou au responsable unique de sécurité dans le cas d'un groupement d'établissements non isolés, par voie administrative ou lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision portant sur l'autorisation de fonctionnement prise par arrêté municipal; une ampliation doit être transmise à monsieur le directeur de cabinet de monsieur le Préfet. Cet arrêté fixera le cas échéant la nature des travaux à réaliser ainsi que les délais d'exécution. (R123.27, R123.46, R123.49, R123.52 du code de la construction et de l'habitation).
- 2) Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification de l'établissement ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité à la réglementation par consultation de la sous-commission départementale de sécurité. Il en est de même en ce qui concerne les modifications d'exploitation, d'effectifs et ce même sans travaux.
Cette autorisation ne peut être délivrée que si les travaux projetés sont conformes aux règles de sécurité. (L111-8, R111.19.13, R111.19.14, R111.19.17 du code de la construction et de l'habitation).

Le président de la commission
d'arrondissement de sécurité



M. Christian DURIEUX

